

Partis : La justice transitionnelle freine la réconciliation nationale



Les partis membres du Front du salut national critiquent les dérives de la justice transitionnelle et appellent à relancer le processus de réconciliation nationale.

Par **Abderrazek Krimi**

Machrou Tounes, le Parti socialiste de gauche, l'Union patriotique libre et le parti Al-Watan, partis membres du Front du salut national, actuellement en gestation, ont souligné, samedi 18 mars 2017, lors d'un meeting au palais des congrès de Tunis, organisé par Machrou Tounes, la nécessité de réaliser une réconciliation nationale, le seul moyen, selon eux, pour sortir la Tunisie de la crise.

Le meeting, qui a été marqué par la présence de plusieurs anciens ministres et hauts responsables de l'Etat, a été l'occasion de souligner les dérives du processus de justice transitionnelle, instrumentalisé à des fins politiques et qui est devenu un obstacle majeur à la réalisation du consensus nécessaire à la réussite de la phase actuelle, car la Tunisie a besoin de tous ses enfants, de toutes ses forces vives et toutes ses compétences pour relever le défi de la reconstruction et du développement.



Mohsen Marzouk.

Mohsen Marzouk, secrétaire général de Machrou Tounes, a indiqué, dans son discours d'ouverture du meeting, que la réconciliation est l'une des conditions de la réussite de la transition démocratique et de la consolidation des acquis réalisés jusque-là. Il a ajouté que ce meeting n'a pas été organisé en réaction aux jugements récemment émis par les tribunaux à l'encontre d'anciens ministres de Ben Ali, car la réconciliation constitue l'un des piliers de la politique de Machrou Tounes depuis sa création.

Critiquant la manière avec laquelle est actuellement appliquée la justice transitionnelle, M. Marzouk a déclaré qu'«au lieu de guérir les blessures du passé, elle est devenue le moyen de remuer les plaies», insistant, par ailleurs, sur la nécessité de moraliser ce processus qui devient aléatoire et dépendant de l'arbitraire des personnes qui en ont la charge, par allusion à Sihem Bensedrine, la très controversée présidente de l'Instance Vérité et Dignité (IVD), qui affiche ouvertement ses allégeances (notamment au parti islamiste Ennahdha) et ses inimitiés politiques.



Les autres intervenants, Mohamed Jegham, président d'Al Watan, Mohammed Kilani, président du Parti socialiste de gauche, et Slim Riahi, président de l'UPL, ont mis l'accent sur le dérapage actuel de la Tunisie qui a pris le chemin des représailles et de la vengeance, au lieu d'aller dans le sens de l'unification des efforts de tous pour reconstruire le pays.

Ils ont, en outre, considéré que l'IVD ne détient pas le monopole de la justice transitionnelle, qui est plutôt l'affaire de tous, considérant le ralentissement actuel de ce processus comme un obstacle à la reprise économique.